



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la citoyenneté, de la légalité et de la coordination
Service des élections, de la réglementation générale
et de l'environnement
Bureau de la réglementation générale et de l'environnement

Affaire suivie par : Mme MAXCH-TERRADE

Ref : 2022-09-22

Tel: 04 66 36 43 04

courriel : isabelle.maxch@gard.gouv.fr

NÎMES, le 14 OCT. 2022

COMPTE – RENDU

DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES, FORMATION « DES CARRIERES » du jeudi 22 septembre 2022

Le jeudi 22 septembre 2022, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation « des carrières » s'est réunie à la préfecture du Gard, sous la présidence de M. Frédéric LOISEAU, secrétaire général de la préfecture, représentant la préfète, accompagné de Mme Bérengère SOULAGES-PIONCHON, cheffe du service des élections, de la réglementation générale et de l'environnement et de Mme Isabelle MAXCH-TERRADE, chargée du suivi de la formation « carrières ».

Etaient présents :

En qualité de membres de la commission départementale des carrières :

- M. Thierry ROUSSET, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, représentant le directeur régional
- M. Pierre CASTEL, chef de l'UID Gard-Lozère de la DREAL
- M. Philippe GARDE, inspecteur de l'environnement, UID Gard-Lozère de la DREAL
- Monsieur Cyrille ANGRAND, direction départementale des territoires et de la mer du Gard
- M. Patrick SCORSONE, représentant de la présidente du conseil départemental du Gard
- M. Jean-Francis GOSSELIN, société de protection de la nature du Gard
- M. Paul MAZIERE, fédération des associations cévenoles pour l'environnement et la nature
- M. Georges ZINSSTAG, chambre d'agriculture du Gard
- Mme Marie-Claude BERJAMIN, centre régional de la propriété forestière
- M. Bruno MAESTRI, exploitant de carrière société GSM

En qualité de rapporteur :

- M. Thierry ROUSSET, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie,

Etaient excusés :

- M. Marc LAROQUE, conseiller départemental du canton de Calvisson
 - M. Jacky REY, maire d'Aigues-Vives
 - M. Ghislain CHASSARY, maire de Rousson
-

M. Frédéric LOISEAU, président, ouvre la séance et remercie les participants de leur présence. Il précise que M. Bruno MAESTRI, exploitant de carrière société GSM, détient un mandat de M. Christophe RUAS, exploitant de carrière société Leygue. Le respect des règles de quorum est atteint, 11 membres présents ou représentés, le quorum étant de 9 (voix délibérative).

La CDNPS du Gard dans sa formation dite « des carrières » se réunit aujourd'hui afin de formuler un avis sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie.

M. Thierry ROUSSET, de la DREAL Occitanie, Direction des risques industriels – département sol, sous-sol et éoliennes, rapporte le dossier selon les termes de son rapport du 12 août 2022 et propose de donner un avis favorable au projet de schéma régional des carrières d'Occitanie. La présentation est jointe au présent compte-rendu.

Le décret n° 2015-1676 du 15 décembre 2015 relatif aux schémas régionaux et départementaux des carrières précise le contenu et la procédure d'élaboration, d'évaluation, de mise à jour et de révision du schéma.

Elaboré et approuvé par le préfet de région, le schéma régional des carrières se substitue aux schémas départementaux des carrières à son approbation.

Mieux adapté pour une réflexion globale à l'échelle de la région, il vise à définir les conditions générales d'implantation des carrières, les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des différents types de matériaux et classes d'usage ainsi que les mesures indispensables à sa compatibilité avec les autres plans/programmes et celles permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts des exploitations vis-à-vis des enjeux environnementaux, agricoles et sylvicoles.

Ce projet de schéma est issu d'une réflexion collégiale. Le préfet de région s'est appuyé sur un COPIL composé de 4 collèges réunissant l'ensemble des parties prenantes. Celui-ci s'est réuni à 4 reprises depuis mi- 2018.

Le SRC Occitanie doit être compatible avec :

- les SDAGE et SAGE
 - les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux
- Il doit s'articuler avec certains documents de planification dont :
- le PRPGD Occitanie, qui a été adopté définitivement le 14 novembre 2019 et qui sera intégré au SRADDET.

Par ailleurs, doivent être compatibles avec le schéma régional des carrières :

- les SCoT et en leur absence, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales dans les conditions fixées aux articles L 131-1 et L 131-6 du code de l'urbanisme
- les autorisations d'exploitation de carrières.

Le schéma régional des carrières est constitué, outre d'une notice le présentant et le résumant, d'un rapport et de documents cartographiques.

Monsieur ROUSSET fait une présentation du rapport qui comprend :

- Un bilan des 13 schémas départementaux des carrières d'Occitanie
- Un état des lieux et une analyse des enjeux
- La vision prospective du besoin et les scénarios d'approvisionnement
- les orientations, objectifs, mesures opérationnelles et modalités de suivi et d'évaluation du SRC
- les documents cartographiques associés

I/ Etat des lieux, analyse des enjeux, vision prospective du besoin et les scénarios d'approvisionnement

1. Un état des lieux et une analyse des enjeux de nature sociale, technique et économique liés à l'approvisionnement durable en ressources minérales ainsi que des enjeux de nature environnementale, paysagère et patrimoniale, liés à la production des ressources minérales et à la logistique qui lui est associée ont été réalisés.

La production régionale de minéraux (Granulats, minéraux industriels et roches ornementales et de construction (ROC)) est d'environ **45 millions de tonnes par an** dont plus de 86 % de granulats.

La région Occitanie compte 491 carrières actives (2018) dans lesquelles les matériaux sont majoritairement extraits.

Les matériaux et substances de carrières sont répartis en 3 catégories.

- Les Granulats :

Ils constituent la majeure partie des matériaux et substances extraits en carrières. Cette production (87 % de la production régionale) alimente principalement les marchés de la construction (travaux publics et bâtiment)

La demande en Occitanie est principalement concentrée autour de l'agglomération toulousaine et des bassins du pourtour méditerranéen (Montpellier, Nîmes, Béziers) qui représentent, respectivement 19 % et 35 % de la consommation régionale.

- Les minéraux pour l'industrie :

Les minéraux à destination du secteur industriel (9 % de la production régionale) sont transformés dans des unités sur le lieu d'extraction ou à faible distance (gypse, craie, calcaire pour la chaux ou le ciment).

Ils alimentent des filières industrielles majoritairement liées à des produits de construction (73 %).

- Les roches ornementales ou de construction (ROC):

Les ROC (0,5 % de la production régionale), concernent les pierres de construction pour le bâtiment (toitures, murs, ornementation), la voirie (pavés, murs) et produits funéraires.

Le schéma régional des carrières doit prendre en compte la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace.

Les enjeux de la planification régionale sont de :

→ Définir une stratégie d'accès à la ressource, en prenant en compte plus particulièrement :

- les zonages réglementaires ;
- les perceptions (notamment insertion paysagère des carrières) ;
- les enjeux agricoles et forestiers
- la logistique

→ Anticiper les conditions de remise en état (biodiversité, paysages) des carrières

Les zonages réglementaires ont été déterminés selon 4 classes de sensibilité pour les enjeux paysage, eau et biodiversité.

La prise en compte des enjeux agricoles et forestiers a été traitée de manière particulière, ne se prêtant pas à la classification employée pour les enjeux environnementaux sus-visés

2. La vision prospective du besoin et les scénarios d'approvisionnement

Une réflexion prospective à 12 ans est déclinée pour les trois catégories ou grandes classes d'usage des matériaux de carrières, à savoir, les matériaux pour le BTP, les minéraux pour l'industrie et les ROC.

L'étude prospective privilégie les granulats compte tenu de leur prépondérance des besoins et par conséquent de leur production.

L'évolution à horizon 2031 des besoins en granulats prends en compte divers facteurs :

- évolution démographique
 - évolution de l'activité économique : 6 grands projets définis comme chantiers exceptionnels à l'échelle régionale,
- (le Gard n'est pas concerné par les grands travaux)

M. SCORSONE évoque le projet d'EPR (Tricastin) dans le Gard Rhodanien et s'étonne que celui-ci ne soit pas considéré comme grands travaux.

La DREAL indique que ce projet est plutôt sur la région Rhône-Alpes. Si celui-ci n'est pas pris en compte comme grands travaux, cela signifie que les besoins pour ce projet sont satisfaits.

- évolution des modes de construction et d'utilisation des ressources.
- pas d'évolution régionale des flux d'import-export de granulats,
- pas d'évolution des besoins par usage de granulats hors grands travaux,

L'analyse s'appuie sur des bassins de vie, ou bassins de consommation, déterminés au nombre de 26 dans la région.

L'objectif est de définir une zone de consommation, suivant un territoire et une population donnés, qui permette de caractériser la consommation en granulats dans cette zone, la production disponible et son évolution à terme au regard de ce besoin.

L'évolution des besoins (avec les grands travaux) en granulats d'ici à 2031 a été modélisée selon 3 hypothèses différentes : réduite (38Mt), tendancielle (42Mt) et haute (46Mt).

L'analyse comparative des scénarios d'approvisionnement, assortis d'une évaluation de leurs effets au regard des enjeux de nature sociale, environnementale, technique, économique, logistique et précisant les mesures permettant d'éviter, de réduire et, le cas échéant, de compenser les atteintes aux enjeux environnementaux identifiés, **a conduit à privilégier le scénario développé selon l'hypothèse tendancielle des besoins. (42Mt)**

L'évaluation du schéma à 6 ans permettra de mesurer l'impact des politiques publiques locales à venir sur le besoin en matériaux.

Selon ce scénario, pour être en capacité de couvrir les besoins régionaux en granulats incluant les besoins liés aux grands projets, même en prenant en compte un apport en ressources secondaires qui permettrait de se rapprocher des objectifs du PRPGD, il faudra nécessairement compenser la fin des autorisations d'exploiter pour permettre l'apport de ressources primaires en 2031, par le renouvellement, l'extension ou par la création de nouvelles carrières.

II/ les orientations, objectifs, mesures opérationnelles et modalités de suivi et d'évaluation du SRC

Le SRC est décliné en 6 orientations, 22 objectifs et 61 mesures.

Les orientations correspondent aux grands principes à respecter en termes d'implantation, d'exploitation et de remise en état des carrières en utilisant de manière rationnelle et économe les ressources primaires, ainsi qu'en termes d'utilisation des ressources secondaires et de logistique.

Les objectifs sont des déclinaisons qualitatives ou quantitatives des orientations, ils doivent être atteignables. Enfin les mesures se veulent opérationnelles et permettent d'atteindre les objectifs du SRC.

- Les orientations 1 et 2 concernent la sobriété de consommation des matériaux (valorisation des ressources issues du recyclage à privilégier) et la maîtrise foncière de la consommation en matière de foncier afin d'éviter le mitage du territoire.

En 2031, un total annuel de 5 216 kt de ressources secondaires recyclées seraient disponibles pour se substituer à des ressources primaires pour un usage granulats, soit 12 % du besoin régional (contre 7 % du besoin régional en 2017).

Monsieur MAESTRI précise que 7 % à 12 % en 2031 du mix produit seront des matériaux recyclables. Cela peut paraître assez peu, mais ils auront besoin d'aide pour pouvoir augmenter un peu plus la proportion du matériau recyclable.

Il rappelle que leur fédération professionnelle a créé un organisme dénommé « Eco minéraux ». Ils attendent le décret les habilitant à prélever cette écotaxe sur toutes les ventes de matériaux de construction.

Il précise également que 70 % issu des déchets inertes issus des bâtiments et des travaux publics sont recyclés sur les carrières. Avec cette Eco-taxe, ils vont pouvoir augmenter la part des matériaux recyclés.

Monsieur GOSSELIN se félicite de la proportion de matériaux recyclés. Il précise qu'il y a 20 ans, sur le 1^{er} SDC, il avait demandé au conseil général que dans les marchés publics, une clause prescrivant l'utilisation de matériaux recyclés.

Monsieur CASTEL ajoute qu'il est encore difficile d'intégrer ces matériaux recyclables car il faut les trier. C'est bien amorcé mais il faut continuer.

Monsieur SCORSONE répond que le conseil départemental s'y emploie

- Les orientations 3 et 4 sont relatives à la remise en état des exploitations.

Monsieur GOSSELIN: il pense que la remise en état dans un délai de 30 ans est irréaliste. Dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation, il faudrait que le délai de remise en état du site soit moins figé dans le temps.

Monsieur CASTEL précise que ce délai est prévu dans le code de l'environnement. Il faut que ce soit gravé dans le marbre mais des ajustements sont possibles.

Dans la pratique, à quelques années de la fin de l'exploitation de la carrière, des modifications de l'exploitation (délais d'exploitation,...) peuvent être apportées par des AP Complémentaires.

Monsieur MAESTRI : Il faut savoir qu'avec la mise en place des garanties financières, le réaménagement tel que prescrit dans l'AP d'autorisation est mis en œuvre dans les premières années d'exploitation.

- L'orientation 5 est relative à l'offre de transport :

Il faut conserver l'existant a minima.

Monsieur GOSSELIN : propose de réutiliser les voies déjà créées pour les Grands travaux.

Monsieur le secrétaire général prend l'exemple d'une carrière en Savoie pour illustrer le fait que des choix devront être faits entre l'impact paysager et l'impact carbone.

Cette carrière avec un fort impact paysager arrive à terme. Il a été démontré que si cette carrière n'était pas renouvelée, il faudrait importer des matériaux sur une voie unique qui traverse la Tarentaise et qui est déjà très embouteillée. Le choix a été fait de privilégier la prolongation de la carrière existante plutôt que créer une nouvelle carrière ou importer des matériaux.

Il faut extraire au plus près de l'exploitation.

-L'orientation 6 est relative à la gouvernance du Schéma Régional des Carrières de la région Occitanie neutre et représentative des différents acteurs

Celle-ci consiste en la création d'un observatoire des matériaux.

III/ Les étapes suivantes :

Le COPIL n°5 se tiendra suite aux consultations en cours, puis le public sera à nouveau consulté.

Un dernier COPIL n°6 se tiendra et début 2023, le rapport complet sera transmis au préfet de région pour approbation du SRC.

La présentation étant terminée, monsieur le secrétaire général propose un moment d'échange, de dialogue et de remarque sur ce qui a été présenté.

Monsieur ZINSTAGG précise qu'un certain nombre des préoccupations des agriculteurs ont été clairement exprimés.

Cependant, il regrette que dans les enjeux environnementaux, on ne parle pas de l'artificialisation des terres agricoles. Par ailleurs, la profession garde une rancune contre les carriers par rapport à leur recours contre la compensation des terres agricoles artificialisées.

Un deuxième enjeu n'est pas mentionné : il s'agit du problème des poussières

M. le secrétaire général indique qu'il faut être vigilant sur la question des poussières.

Monsieur MAESTRI précise que les carriers doivent respecter des normes strictes lors de l'exploitation de leur installation.

Ils mettent par ailleurs en place des solutions pour lutter contre ces impacts sur l'environnement et notamment sur les envols de poussières :

- Capotage des installations de traitement
- Roulage de leurs engins et des camions de leurs clients : aspersion d'eau. Il faut noter que même en temps de sécheresse cet été, les AP de restriction d'eau pris par la préfète ont exclus des restrictions la lutte contre l'envol des poussières.

C'est un sujet d'importance par rapport aux voisins agriculteurs.

Par ailleurs, les carriers sont invités à mettre en place des CLE permettant de mettre en relation les carriers, les élus et les riverains, sur ces sujets environnementaux.

Il souhaite par ailleurs répondre au sujet de l'artificialisation des terrains agricoles. Depuis un décret d'avril 2022, l'État considère que les carrières à partir de 2021 jusqu'en 2031 n'artificialisent pas d'espaces naturels, agricoles ou forestiers. Ils ne sont pas des facteurs d'artificialisation.

Et enfin, concernant le recours, celui avait été déposé sur la circonstance que la compensation des terres agricoles artificialisées constituait une doctrine qui n'était pas juridiquement opposable. Aujourd'hui, c'est une recommandation et il confirme que les carriers reprennent bien les termes de la recommandation dans leur dossier d'autorisation.

Les membres n'ayant plus d'observation, M. le président procède au vote.

Un avis favorable unanime est donné sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie.

M. MAESTRI confirme donner un avis favorable mais sous réserve des remarques qui sont reprises dans la note de la profession, jointe au présent compte-rendu.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h00.

Le président,

Frédéric LOISEAU

